



Une attaque contre les accords bilatéraux qui sort de nulle part

L'UDC a commencé à récolter des signatures pour son initiative populaire visant la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes. L'initiative aurait de gros inconvénients pour la Suisse. En cas d'acceptation, elle menacerait la voie bilatérale dans son ensemble, puisque les accords bilatéraux I disparaîtraient fort probablement. De telles expériences nuiraient considérablement à la place économique.

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, il y a dix ans, l'immigration en provenance de l'UE/AELE n'a jamais été aussi faible. En 2017, elle a atteint 30 799 personnes nettes, sachant qu'elle recule depuis plusieurs années. Cela montre que son pilotage via le marché du travail fonctionne. Sous l'angle de la politique migratoire, il n'est donc pas nécessaire d'agir pour introduire des solutions extrêmes. Et pourtant, l'UDC entend dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes et le remplacer par des réglementations bureaucratiques.

Refus clair de l'initiative populaire

L'économie rejette l'initiative populaire visant à résilier l'accord sur la libre circulation des personnes pour trois raisons. Premièrement, elle sonnerait le glas des accords bilatéraux I – et, compte tenu du Brexit, il n'y a guère de chances de trouver des solutions meilleures dans les domaines concernés. Les accords bilatéraux I posent les bases de l'accès au principal marché d'exportation de la Suisse. Deuxièmement, la disparition des accords bilatéraux I affecterait

sensiblement les entreprises exportatrices, qui commencent seulement maintenant à se remettre de la surévaluation du franc. L'insécurité juridique résultant de disparition prévisible de sept accords bilatéraux affaiblirait la Suisse en tant que site d'investissement. Et, troisièmement, des questions très différentes se posent en lien avec de l'immigration: de moins en moins de travailleurs immigreront depuis l'UE/AELE. Cela ne manquera pas d'intensifier la pénurie de main-d'œuvre ces prochaines années. Une économie comme la nôtre, qui est fondée sur l'innovation, a cependant besoin de main-d'œuvre qualifiée. À cela s'ajoute que l'économie suisse doit pouvoir compter sur un marché du travail qui fonctionne et des interventions étatiques aussi peu nombreuses que faire se peut.

L'économie soutient des mesures structurelles

Ce que les milieux économiques soutiennent, ce sont des mesures structurelles. Il s'agit maintenant de faire nos expériences avec les mesures d'accompagnement adoptées, la nouvelle obligation de communiquer pour les branches affichant un taux de chômage supérieur à la moyenne et l'initiative fédérale visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Cela apportera plus à l'économie suisse, à long terme, que de renoncer à un accès privilégié au marché intérieur européen.

L'accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE a été accepté en votation populaire en 2000 et confirmé par le peuple en 2005 et 2009.